

Evolution des investissements directs en 2006

Décembre 2007

SCHWEIZERISCHE NATIONALBANK
BANQUE NATIONALE SUISSE
BANCA NAZIONALE SVIZZERA
BANCA NAZIONALE SVIZRA
SWISS NATIONAL BANK



Banque nationale suisse

Evolution des investissements directs en 2006

Editeur

Banque nationale suisse
Statistique
CH-8022 Zurich
Téléphone +41 44 631 31 11

Renseignements

bop@snb.ch

Abonnements, exemplaires isolés et changements d'adresse

Banque nationale suisse, Bibliothèque, case postale, CH-8022 Zurich
Téléphone +41 44 631 32 84; fax +41 44 631 81 14;
e-mail: library@snb.ch

Langues

Les présents rapports sont publiés en langues française, allemande et anglaise.

Internet

Les publications de la Banque nationale suisse sont disponibles sur Internet, sous *www.snb.ch, Publications*.

Impression

Fotorotar AG, CH-8132 Egg/ZH

Copyright

Reproduction et utilisation des chiffres autorisées avec indication de la source

Imprimé en

décembre 2007

ISSN 1662-4319 (version imprimée)
ISSN 1661-156X (version électronique)

Table des matières

4	Résumé
6	Investissements directs suisses à l'étranger
6	Exportations de capitaux
7	Stocks d'investissements directs
7	Revenus de capitaux
8	Effectifs
9	Investissements directs étrangers en Suisse
9	Importations de capitaux
10	Stocks d'investissements directs
10	Revenus de capitaux
11	Effectifs
12	Thème spécial
12	Effectifs en Suisse et à l'étranger des investisseurs directs suisses
13	Ventilation des investissements directs étrangers en Suisse selon le pays d'origine de l'investisseur ultime
16	Commentaires
16	Modifications par rapport à l'année précédente
16	Fondements méthodologiques et statistiques
17	Fondements juridiques
18	Définition des groupes de branches
19	Définition des pays et des régions
A1	Tableaux
A24	Autres publications de la BNS contenant des données sur les investissements directs

Résumé

Les exportations de capitaux en vue d'investissements directs à l'étranger ont porté sur 88 milliards de francs en 2006, contre 64 milliards l'année précédente. Elles ont ainsi nettement dépassé leur précédent record qui remonte à l'année 2000 (75 milliards de francs). Les acquisitions ont progressé dans une mesure particulièrement forte, du fait de la vive croissance de l'économie mondiale et des liquidités élevées détenues par les entreprises. Elles ont passé en effet de 22 milliards à 55 milliards de francs d'une année à l'autre. Une fois encore, ces flux de capitaux ont été investis en majeure partie en Europe et aux Etats-Unis.

Les exportations de capitaux élevées ont également engendré un accroissement du stock d'investissements directs à l'étranger, qui attei-

gnait 632 milliards de francs à fin 2006 (+69 milliards). Les revenus des investissements directs à l'étranger ont porté sur 69 milliards de francs, contre 77 milliards en 2005. Ce recul est dû à une baisse de ces revenus du côté des sociétés financières et holdings en mains étrangères et sises en Suisse. Les autres branches par contre ont tiré des revenus supérieurs à ceux de 2005 de leurs investissements directs à l'étranger. Les entreprises suisses ont relevé leurs effectifs dans leurs implantations à l'étranger, les portant à 2,2 millions de personnes, contre 2 millions en 2005. A titre de comparaison, l'évolution des effectifs de ces entreprises en Suisse fait pour la première fois l'objet d'un commentaire (voir thème spécial, à la page 12).

Investissements directs en 2006 – Aperçu

Tableau 1

		2005	2006	Variation en %
Investissements directs suisses à l'étranger¹				
Exportations de capitaux	en milliards de francs	64,1	87,6	36,7
Stocks d'investissements directs	en milliards de francs	562,6	632,2	12,4
Revenus de capitaux	en milliards de francs	76,5	68,8	-10,1
Effectifs	en milliers	2 004,1	2 181,5	8,9
Investissements directs étrangers en Suisse¹				
Importations de capitaux	en milliards de francs	-1,9	32,9	.
Stocks d'investissements directs	en milliards de francs	224,5	266,0	18,5
Revenus de capitaux	en milliards de francs	36,1	29,5	-18,3
Effectifs ²	en milliers	324,0	350,9	8,3

¹ Dans la statistique des investissements directs en Suisse, la Principauté de Liechtenstein est considérée comme faisant partie du territoire suisse.

² Y compris les entreprises qui n'entrent pas dans la statistique des investissements directs, étant donné qu'elles ne satisfont pas aux critères de participation aux enquêtes s'y rapportant.

Une comparaison internationale montre que la présence des entreprises suisses à l'étranger est supérieure à la moyenne. Le rapport entre les stocks d'investissements directs suisses à l'étranger et le produit intérieur brut (PIB) nominal s'élevait à près de 130%. Des pays comparables à la Suisse avaient des rapports nettement inférieurs. En effet, on observait des taux de 99% aux Pays-Bas et de 57% en Irlande.

En 2006, les investissements directs étrangers en Suisse ont engendré une importation de capitaux de 33 milliards de francs. Ce montant est sensiblement plus élevé que ceux des deux années précédentes, au cours desquelles les fonds retirés des sociétés financières et holdings avaient largement tiré vers le bas les investissements directs étrangers. En 2006, les sociétés financières et holdings ont de nouveau vu affluer des fonds importants, soit 13 milliards de francs. En outre, un montant identique a été investi dans la branche des assurances, ce qui a découlé principalement de la reprise d'une importante compagnie d'assurances par des investisseurs étrangers.

Les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse s'inscrivaient à 266 milliards de francs à fin 2006. Ils ont augmenté de 42 milliards à la suite, surtout, d'importations de capitaux élevées. Selon le pays d'origine de l'investisseur *immédiat*,

les capitaux d'investissements directs de l'UE (à 25), en particulier, ont marqué une progression. Ils se sont accrus de 37 milliards pour atteindre 193 milliards de francs. Les capitaux investis dans des entreprises détenues par des sociétés américaines s'établissaient à 61 milliards de francs, augmentant de 3 milliards d'une année à l'autre. La répartition selon le pays d'origine de l'investisseur *ultime* fait apparaître une évolution légèrement différente. En effet, il en découle une progression de seulement 25 milliards de francs des capitaux d'investissements directs provenant de l'UE (total: 142 milliards) et de 12 milliards de ceux issus des Etats-Unis (93 milliards). Les différences résultant de ces deux modes de répartition géographique sont commentées dans le thème spécial, à la page 13.

Les revenus tirés des investissements directs étrangers en Suisse ont passé de 36 milliards à 29 milliards de francs, en raison d'un recul de ceux-ci, observé du côté des sociétés financières et holdings. Dans les autres branches en revanche, les investisseurs étrangers ont gagné davantage par rapport à l'année précédente. A fin 2006, les effectifs des entreprises étrangères en Suisse se chiffraient à 351 000, enregistrant ainsi une hausse de 27 000 unités en un an.

Investissements directs suisses à l'étranger

Exportations de capitaux

Les exportations de capitaux en vue d'investissements directs à l'étranger ont porté sur 88 milliards de francs en 2006, contre 64 milliards l'année précédente. Elles ont ainsi dépassé nettement leur précédent record qui remonte à l'année 2000 (75 milliards de francs).

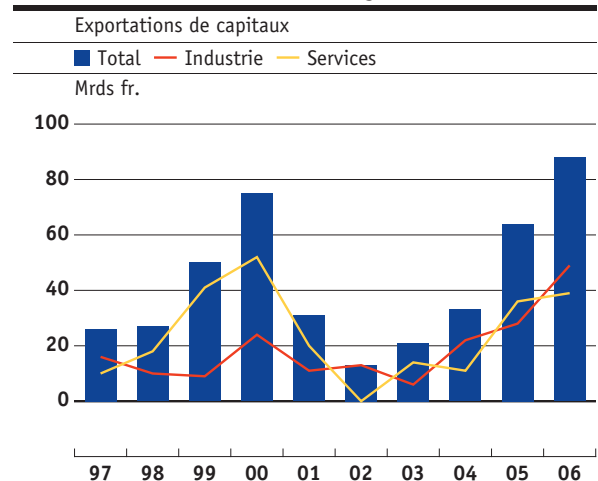
Les acquisitions ont progressé dans une mesure particulièrement forte, du fait de la vive croissance de l'économie mondiale et des liquidités élevées détenues par les entreprises. Elles ont passé en effet de 22 milliards à 55 milliards de francs d'une année à l'autre. La progression des crédits au sein de groupes, qui s'est inscrite à 7 milliards de francs, est liée en grande partie au financement d'acquisitions. Les bénéficiaires maintenus dans les filiales à l'étranger (bénéficiaires réinvestis) ont par contre marqué un repli, puisqu'ils se sont établis à 26 milliards de francs, contre 41 milliards en 2005. Ce recul s'explique par l'évolution observée dans les sociétés financières et holdings. Dans les autres entreprises, les bénéficiaires réinvestis ont augmenté sensiblement au total.

Le groupe de branches «Chimie et plastique» a été celui qui a le plus renforcé ses implantations à l'étranger, exportant 23 milliards de francs (2005: 21 milliards). Les banques, avec 22 milliards de francs, et le groupe «Autres industries et constructions», avec 17 milliards, suivaient aux deuxième et troisième rang. Ces deux groupes ont relevé leurs

investissements dans une mesure particulièrement forte. Les investissements à l'étranger des assurances ainsi que des sociétés financières et holdings (9 milliards pour chaque groupe) ont eux aussi été supérieurs à ceux de 2005. Quant au commerce par contre, il a rapatrié 3 milliards de francs provenant de participations à l'étranger.

Pour l'essentiel, la répartition géographique est restée semblable d'une année à l'autre. Un montant de 29 milliards de francs (2005: 21 milliards) a été investi dans les pays de l'UE (à 25). Au sein de cette zone, les implantations situées en Allemagne et en Irlande ont eu les faveurs de la cote, avec 9 milliards pour chaque pays. Le Luxembourg et le Royaume-Uni ont vu affluer des fonds à hauteur de respectivement 8 milliards et 7 milliards de francs. Par contre, un montant de 14 milliards de francs a été retiré des implantations sises aux Pays-Bas, ces retraits ayant découlé principalement d'opérations passées par des sociétés financières et holdings. Dans leurs filiales aux Etats-Unis, les entreprises suisses ont investi 21 milliards de francs (2005: 17 milliards). Elles ont procédé à plusieurs importantes acquisitions, principalement dans l'industrie. Les investissements dans les centres financiers d'Amérique centrale et du Sud ont totalisé 16 milliards de francs, tandis que ceux qui ont été effectués à Singapour se sont élevés à 4 milliards. Les filiales sises dans ces pays jouent souvent le rôle de plaques tournantes pour des investissements au titre de participations dans des pays tiers (fonction de holding).

Graphique 1
Investissements directs à l'étranger



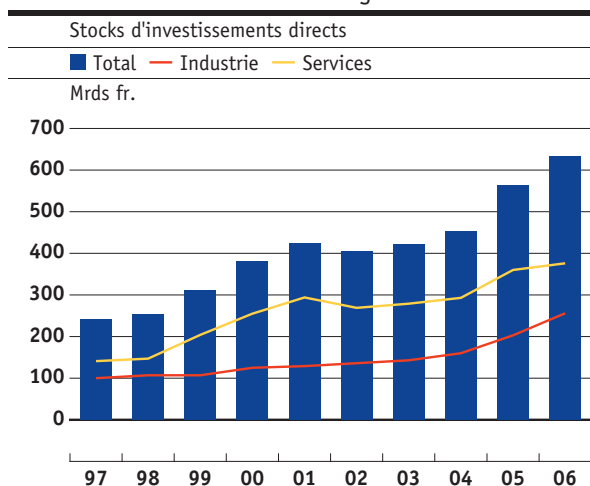
Stocks d'investissements directs

En 2006, les stocks d'investissements directs suisses à l'étranger se sont accrus de 69 milliards pour atteindre 632 milliards de francs. Ils étaient détenus à hauteur de 60%, ou de 376 milliards de francs, par des entreprises des services et de 40%, ou de 256 milliards, par celles de l'industrie. La part de l'industrie s'était inscrite en 2001 à son plus bas niveau, c'est-à-dire à 31%. Depuis, elle n'a cessé de croître à la suite d'acquisitions. Le stock d'investissements le plus élevé, à savoir 150 milliards de francs, revenait aux sociétés financières et holdings, les entreprises du groupe «Chimie et plastique» détenant de leur côté 120 milliards de francs à l'étranger.

Du total des stocks d'investissements directs suisses à l'étranger, 41% (2005: 44%), ou 261 milliards de francs, étaient détenus dans les pays de l'UE (à 25). Le Royaume-Uni, avec 58 milliards de francs, et l'Allemagne, avec 43 milliards, ont renforcé leur position de plus importantes implantations suisses dans l'UE. Aux Pays-Bas par contre, le stock d'investissements directs suisses a passé de 35 milliards à 26 milliards de francs, ce qui est dû principalement à des retraits de fonds par des sociétés financières et holdings.

Nombre d'acquisitions d'entreprises aux Etats-Unis et au Canada ont conduit à une hausse de 26 milliards du stock d'investissements en Amérique du Nord, stock qui atteignait ainsi 150 milliards de francs à fin 2006. La part de l'Amérique du Nord aux investissements totaux s'établissait ainsi à 24%, contre 22% à fin 2005.

Graphique 2
Investissements directs à l'étranger



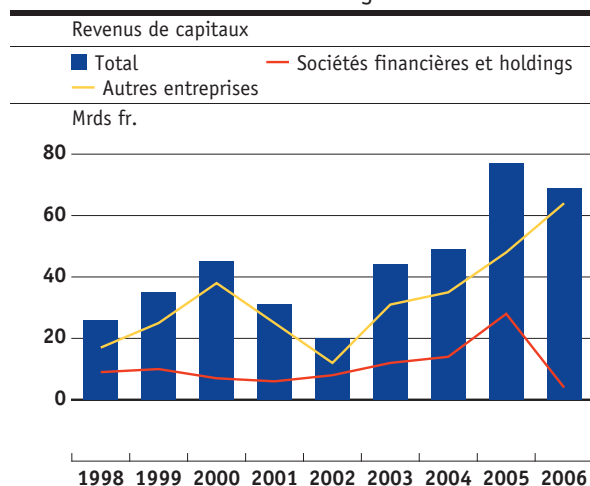
Les stocks dans les centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud ont progressé de 24 milliards pour s'inscrire à 93 milliards de francs, mais ceux dans les centres financiers offshore d'Europe ont diminué de 4 milliards, se chiffrant à 23 milliards de francs. Les centres offshore – les principaux sont situés aux Bermudes et aux îles Caïmans – servent essentiellement de plaques tournantes pour des investissements dans des pays tiers. Une fonction similaire est exercée par Singapour, où le stock d'investissements directs était de 17 milliards de francs à fin 2006, contre 13 milliards un an auparavant.

Ailleurs, les stocks d'investissements directs ont augmenté dans la plus forte mesure au Brésil et en Afrique du Sud, soit de 3 milliards dans chaque pays, ainsi qu'en Russie et au Mexique, à savoir 2 milliards de francs à chaque fois.

Revenus de capitaux

Deux évolutions divergentes ont été observées en matière de revenus tirés des investissements directs suisses à l'étranger. Grâce à la bonne marche des affaires, la plupart des branches – notamment les banques – ont dégagé des revenus de leurs participations à l'étranger nettement plus importants que l'année précédente. Par contre, les revenus des sociétés financières et holdings en mains étrangères et sises en Suisse ont reculé massivement. En 2005, ils avaient atteint un niveau exceptionnellement élevé. De fortes fluctuations de revenus ne sont toutefois pas inhabituelles dans ce genre d'entreprises. Au total, les revenus tirés des investissements directs suisses à l'étranger ont porté sur 69 milliards de francs en 2006, contre 77 milliards l'année précédente.

Graphique 3
Investissements directs à l'étranger



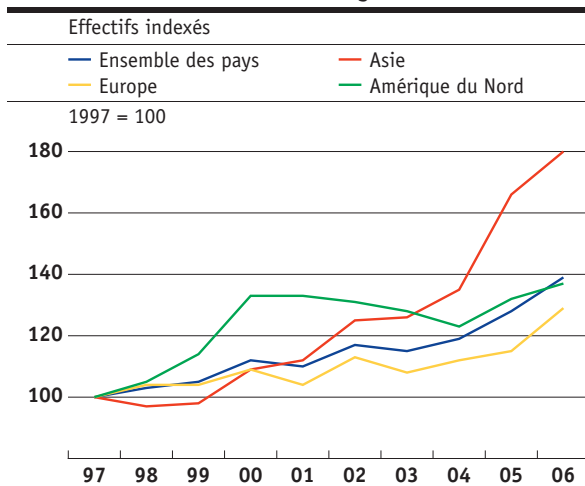
Effectifs

Dans les implantations suisses à l'étranger, les effectifs ont progressé de 200 000 unités pour atteindre 2,2 millions. Cette croissance s'explique surtout par des acquisitions à l'étranger. Elle a reposé sur un large éventail de branches, mais le nombre de personnes occupées dans les implantations à l'étranger des sociétés financières et holdings ainsi que des entreprises de la métallurgie et des machines a augmenté de manière particulièrement forte.

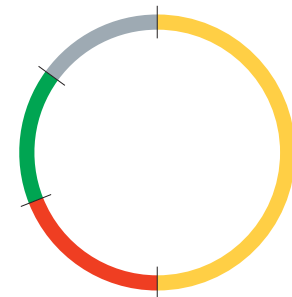
Dans les pays de l'UE (à 25), les effectifs se sont accrus de 49 000 unités, passant à 926 000. Sous l'angle des emplois, cette zone est restée la

principale, et de loin, pour les investisseurs suisses. Ces derniers ont également renforcé le personnel de leurs implantations en Asie (+31 000 unités), celui-ci atteignant 405 000. En Inde et en Chine, des hausses de 15 000 et 12 000 unités ont été enregistrées dans les effectifs, qui totalisaient ainsi respectivement 41 000 et 93 000 personnes à fin 2006. Les vigoureuses progressions observées en Russie (+52 000) et en Ukraine (+11 000) sont dues en grande partie au fait que de nouvelles entreprises sont entrées dans la statistique.

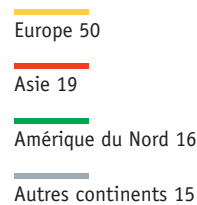
Graphique 4
Investissements directs à l'étranger



Graphique 5



Effectifs à l'étranger à fin 2006
Répartition géographique en %



Total: 2,2 millions

Investissements directs étrangers en Suisse

Importations de capitaux

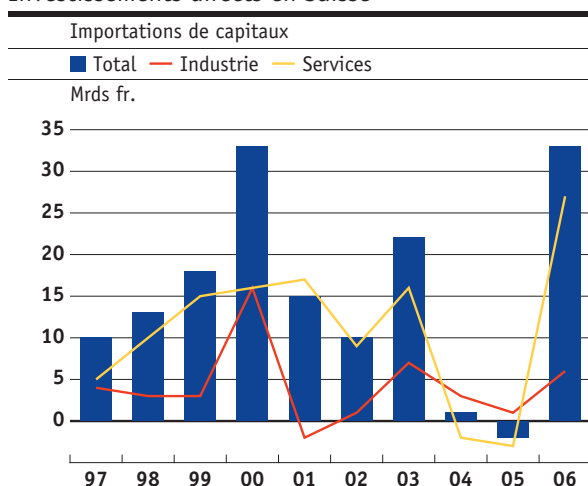
En 2006, les investissements directs étrangers en Suisse ont engendré une importation de capitaux de 33 milliards de francs. Ce montant est sensiblement plus élevé que ceux des deux années précédentes, au cours desquelles les fonds retirés des sociétés financières et holdings avaient largement tiré vers le bas les investissements directs étrangers. Les sociétés financières et holdings ont enregistré un afflux de fonds de 13 milliards de francs, alors qu'elles avaient dû procéder à des remboursements à hauteur de 8 milliards de francs en 2005. Cette année-là, les sociétés financières et holdings en mains américaines avaient transféré vers les Etats-Unis les bénéfices qu'elles avaient maintenus en Suisse les années précédentes, car elles avaient pu bénéficier d'un allègement fiscal limité dans le temps.

La reprise d'une importante compagnie d'assurances par des investisseurs étrangers a contribué en grande partie à la hausse des investissements directs étrangers en Suisse. Dans la branche des assurances,

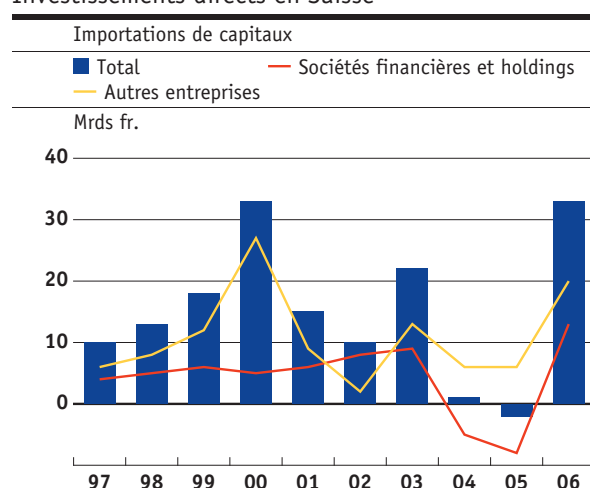
un montant de 13 milliards de francs a été investi au total. Les entreprises du groupe «Chimie et plastique» ainsi que les banques ont vu affluer des fonds à hauteur de respectivement 5 milliards et 2 milliards de francs. Par contre, des désinvestissements ont été opérés dans les entreprises des groupes «Transports et communications» (2 milliards) et des «Autres services» (1 milliard).

Les importations de capitaux en provenance des pays de l'UE (à 25) ont passé de 23 milliards en 2005 à 29 milliards de francs en 2006. La France est de loin l'investisseur le plus important (14 milliards de francs), suivie par les Pays-Bas (8 milliards), le Luxembourg (3 milliards) et l'Autriche (2 milliards). Ces trois derniers pays servent principalement de plate-forme pour les investissements venant surtout du Royaume-Uni, des Etats-Unis et du Japon. La vente de plusieurs participations importantes par des investisseurs britanniques a entraîné des rapatriements de fonds d'un montant de 2 milliards de francs vers le Royaume-Uni. En revanche, les entreprises établies aux Etats-Unis ont étoffé leurs participations en Suisse à concurrence de 4 milliards de francs.

Graphique 6
Investissements directs en Suisse



Graphique 7
Investissements directs en Suisse

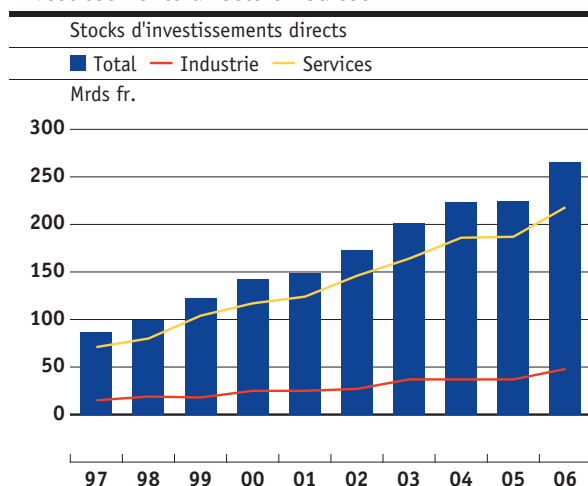


Stocks d'investissements directs

En 2006, le stock d'investissements directs étrangers en Suisse a augmenté de 42 milliards pour atteindre 266 milliards de francs. Les sociétés financières et holdings détenaient une part de 45% (121 milliards) dans le total des stocks d'investissements directs et restaient ainsi très nettement le principal groupe de branches. La plus forte hausse, soit 17 milliards de francs, leur revenait également. Les entreprises des services, abstraction faite des sociétés financières et holdings, avaient une part de 37%; leurs stocks d'investissements directs ont progressé de 15 milliards, s'inscrivant à 98 milliards de francs. Cet accroissement s'explique surtout par la reprise d'une importante compagnie d'assurances. A fin 2006, 48 milliards de francs (+11 milliards), ou une part de 18%, était investie dans le secteur de l'industrie. Les entreprises du groupe «Chimie et plastique» (+6 milliards) et celles du groupe «Electronique, énergie, optique et horlogerie» (+4 milliards) ont connu les augmentations les plus vigoureuses.

Les investisseurs des pays de l'UE (à 25) détenaient en Suisse 193 milliards de francs, ce qui représente une part de 73% du stock total d'investissements directs. A la suite d'acquisitions, le stock de capitaux détenus par des entreprises françaises a augmenté de 12 milliards pour atteindre 30 milliards de francs. Ainsi, la France est devenue, après les Pays-Bas, le deuxième investisseur le plus important parmi les pays de l'UE. L'Allemagne détenait de son côté 23 milliards de francs. Quant aux Etats-Unis, ils avaient des investissements en Suisse pour 61 milliards de francs (+3 milliards), soit une part de 23% du stock total.

Graphique 8
Investissements directs en Suisse

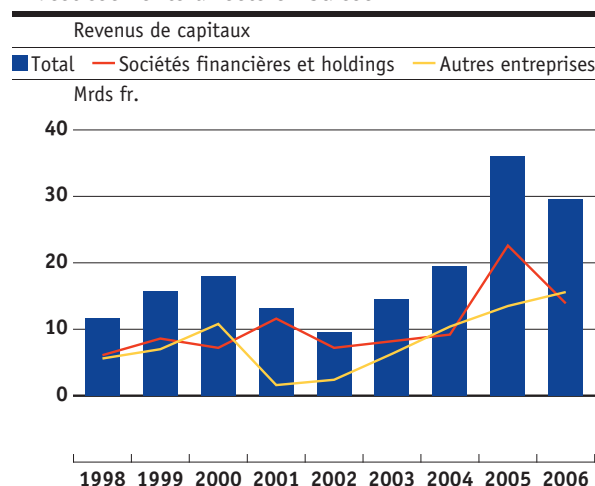


Revenus de capitaux

Les revenus tirés des investissements directs étrangers en Suisse ont porté sur 29 milliards de francs, contre 22 milliards en 2005. Ce recul s'explique principalement par la nette baisse des revenus enregistrés du côté des sociétés financières et holdings. Les autres branches ont dégagé des revenus d'un montant de 16 milliards de francs, ce qui correspond à une hausse de 2 milliards par rapport à 2005.

Du total des revenus, une part de 16 milliards de francs a été réinvestie en Suisse, alors qu'une autre part de 14 milliards a été transférée aux sociétés mères à l'étranger. Cette évolution peut être considérée comme un retour à la normale, étant donné qu'en 2005 les sociétés financières et holdings avaient procédé à des transferts exceptionnellement élevés et que les revenus réinvestis avaient été négatifs.

Graphique 9
Investissements directs en Suisse



Effectifs

Les 823 entreprises appelées à participer aux enquêtes sur les investissements directs employaient 211 000 personnes à fin 2006 (200 000 un an auparavant). Chacune d'entre elles dispose d'un capital d'au moins 10 millions de francs. La Suisse compte cependant environ 4000 entreprises en mains étrangères qui n'entrent pas dans la statistique des investissements directs du fait que leur capital est inférieur à 10 millions de francs. Mais elles ne peuvent être négligées pour ce qui a trait à leurs effectifs. C'est pourquoi le personnel de ces entreprises a fait l'objet d'une enquête menée en collaboration avec l'Office fédéral de la statistique (OFS). Ces entreprises occupaient 139 000 personnes à fin 2006, contre 124 000 à fin 2005. Au

total, 351 000 personnes travaillaient en Suisse dans des entreprises en mains étrangères (324 000 à fin 2005). Cet effectif représente 9% de l'ensemble du personnel des secteurs de l'industrie et des services en Suisse, soit 3,7 millions de personnes.

Les investisseurs étrangers employaient 129 000 personnes dans l'industrie et 222 000 dans les services. Dans le secteur des services, les entreprises des groupes «Commerce» (79 000 emplois) et «Autres services» (67 000) venaient en tête. En Suisse, 87 000 personnes travaillaient dans des entreprises allemandes, 55 000 dans des entreprises des Etats-Unis et 51 000 dans des entreprises des Pays-Bas.

Effectifs en Suisse (en fin d'année)

Tableau 2

En milliers d'unités	2005	2006	Part en %
Effectifs en Suisse¹, dont	3 670,3	3 730,3	100,0
dans des entreprises détenues par des investisseurs étrangers, dont	324,0	350,9	9,4
dans des entreprises entrant dans la statistique des investissements directs	199,6	211,4	5,7
dans des entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs ¹	124,4	139,5	3,7

¹ Sources: Office fédéral de la statistique, à Neuchâtel, et *Amt für Volkswirtschaft*, à Vaduz.

Thème spécial

Effectifs en Suisse et à l'étranger des investisseurs directs suisses

Depuis 1985, la Banque nationale suisse publie des données portant sur les effectifs occupés par les investisseurs directs suisses dans leurs filiales à l'étranger. Des informations relatives au nombre de personnes employées en Suisse par les investisseurs directs suisses sont présentées pour la première fois dans ce thème spécial (voir tableau 3).

Fin 2006, 805 000 personnes travaillaient en Suisse pour le compte d'entreprises possédant des filiales à l'étranger (investisseurs directs). Leur nombre a augmenté de 32 600 (+ 4%) par rapport à 2005. 639 000 d'entre elles étaient employées dans des entreprises interrogées dans le cadre de l'enquête sur les investissements directs, et 166 000 dans des sociétés ne remplissant pas les critères de participation à ladite enquête.

En 2006, les filiales à l'étranger des investisseurs directs suisses employaient 2 182 000 personnes, ce qui représente une progression de 177 000 unités par rapport à l'année précédente. Une partie de cette augmentation concerne des entreprises interrogées pour la première fois dans le cadre de l'enquête sur les investissements directs. Le total des effectifs ne tient pas compte des personnes travaillant pour le compte de filiales à l'étranger de sociétés suisses qui ne remplissent pas les critères de participation à l'enquête. La différence reste toutefois minime, du fait que les investissements directs de ces entreprises sont modérés.

En Suisse et à l'étranger, presque trois millions de personnes travaillaient pour le compte d'investisseurs directs suisses fin 2006. Comparés à l'année précédente, les effectifs à l'étranger ont légèrement augmenté, passant de 72% à 73%. Cette hausse a porté en premier lieu sur le secteur des services, dans lequel la part de l'étranger a progressé, atteignant 67% (2005: 65%). Dans le secteur de l'industrie, elle s'est maintenue à 79%.

Effectifs des sociétés suisses procédant à des investissements directs à l'étranger Tableau 3
(en fin d'année)

En milliers d'unités	2004	2005	2006	Part du total des effectifs, en %
Effectifs en Suisse¹, dont	775,9	772,6	805,1	27,0
Industrie	288,8	290,3	305,3	10,2
Services	487,0	482,2	499,8	16,7
Effectifs à l'étranger, dont	1 862,3	2 004,1	2 181,5	73,0
Industrie	1 036,5	1 085,5	1 166,1	39,0
Services	825,8	918,6	1 015,4	34,0
Total des effectifs	2 638,2	2 776,7	2 986,7	100,0
Industrie	1 325,3	1 375,9	1 471,4	49,3
Services	1 312,9	1 400,8	1 515,3	50,7

¹ Y compris les entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs. Les chiffres concernant les effectifs de ces sociétés proviennent de l'Office fédéral de la statistique, à Neuchâtel.

Ventilation des investissements directs étrangers en Suisse selon le pays d'origine de l'investisseur ultime

le pays d'origine de l'investisseur ultime

La partie générale du commentaire sur les investissements directs étrangers en Suisse mentionne le pays d'origine de l'investisseur *immédiat* dans des entreprises en Suisse. Or, il ne s'agit pas toujours du pays de l'investisseur qui détient et exerce le contrôle *en dernier ressort*. En effet, certains investisseurs *immédiats* se trouvent en possession de groupes dont le siège principal est à l'étranger (voir graphique 10). Dans ce cas, l'entreprise en Suisse est dirigée, en dernier ressort, par le siège du groupe situé dans le pays A. L'investisseur *immédiat* dans le pays B ne joue que le rôle de société intermédiaire.

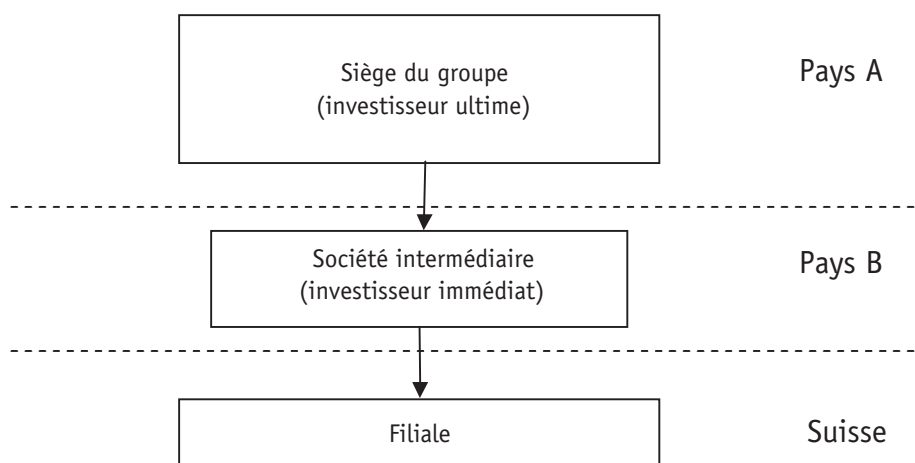
De telles structures de groupe ont une incidence croissante sur la répartition géographique des investissements directs étrangers en Suisse. Les stocks d'investissements directs dans des filiales en

Suisse, détenus dans des pays tiers par des sociétés intermédiaires, a augmenté de 14 milliards de francs par rapport à 2005 et atteint 79 milliards de francs fin 2006. La part correspondante a progressé, passant de 29% à 30%.

Ainsi, la Banque nationale dresse également, pour les investissements directs étrangers en Suisse, une répartition géographique en fonction du pays de l'investisseur *ultime*. Celle-ci montre le pays dans lequel est établi l'investisseur qui exerce le contrôle ultime de la filiale en Suisse. Il s'agit généralement du pays qui abrite le siège principal du groupe. Cette répartition tient compte également des rapports de propriété. Elle est faite uniquement pour les stocks d'investissements directs et les effectifs. Pour ne pas imposer une charge administrative trop forte aux entreprises appelées à fournir des données, les flux de capitaux ne sont pas recensés selon le critère de l'investisseur *ultime*.

Graphique 10

Différence entre l'investisseur immédiat et l'investisseur ultime



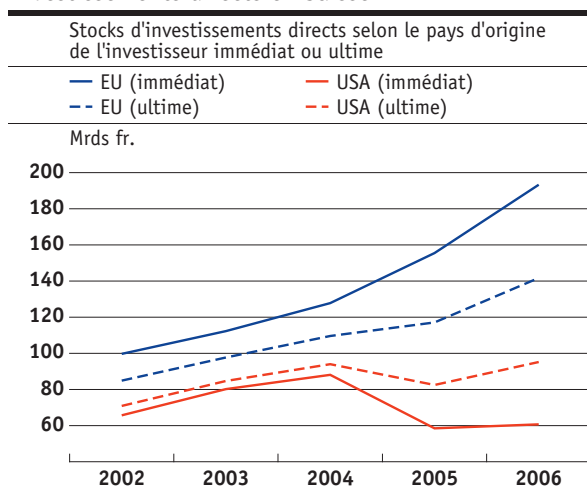
Les tableaux 4 et 5 indiquent les écarts, pour les principaux pays d'origine, entre l'évaluation des stocks d'investissements directs et des effectifs selon l'investisseur *immédiat* et l'évaluation selon l'investisseur *ultime*. Les stocks établis selon le critère de l'investisseur *ultime* s'avèrent nettement plus élevés pour des pays tels que les Etats-Unis (+35 milliards de francs), le Royaume-Uni (+13 milliards) et le Japon (+5 milliards). Cela signifie que les entreprises de ces pays passent, dans de nombreux cas, par des pays tiers pour investir en Suisse. Les Pays-Bas étaient le principal d'entre eux. Selon le critère de l'investisseur *immédiat*, les stocks détenus par des investisseurs néerlandais atteignaient 66 milliards de francs, mais seulement 29 milliards selon le critère de l'investisseur *ultime*. Le Luxembourg et l'Autriche étaient eux aussi d'importantes plaques tournantes pour effectuer des investissements en Suisse.

Pour ce qui est de la répartition des effectifs, on observe des écarts semblables entre les deux approches. La répartition faite selon le critère de

l'investisseur *ultime* conduit, pour 2006, à des chiffres nettement plus élevés pour les Etats-Unis (+21 000 personnes), le Royaume-Uni (+16 000) et la France (+8 000). Par contre, le nombre de personnes travaillant dans des filiales néerlandaises en Suisse n'est plus de 51 000 mais de 19 000 si l'on applique le critère de l'investisseur *ultime*.

L'évolution des stocks d'investissements directs répartis en fonction de l'investisseur *ultime* suit également un tout autre schéma que celle établie sur la base de l'investisseur *immédiat* (voir graphique 11). Les stocks d'investissements directs contrôlés par des investisseurs de l'UE ont augmenté de seulement 25 milliards de francs en 2006 (répartition en fonction de l'investisseur *immédiat*: +37 milliards), ceux contrôlés par des investisseurs issus des Etats-Unis ont par contre progressé de 12 milliards de francs (répartition en fonction de l'investisseur *immédiat*: +3 milliards).

Graphique 11
Investissements directs en Suisse



Stocks d'investissements directs en Suisse (à fin 2006) répartis selon le pays d'origine de l'investisseur immédiat et de l'investisseur ultime en milliards de francs

Tableau 4

	Répartition en fonction de l'investisseur immédiat		Répartition en fonction de l'investisseur ultime		Ecart
1. Europe	196,5	74%	146,7	55%	-49,9
UE, dont	193,3	73%	141,7	53%	-51,6
Allemagne	22,8	9%	22,6	8%	-0,3
France	30,3	11%	33,5	13%	3,1
Luxembourg	17,3	7%	-0,6	0%	-17,9
Pays-Bas	66,0	25%	28,7	11%	-37,2
Autriche	17,6	7%	3,7	1%	-13,9
Royaume-Uni	15,2	6%	28,6	11%	13,4
2. Amérique du Nord, dont	61,9	23%	96,7	36%	34,8
Etats-Unis	60,7	23%	95,2	36%	34,5
3. Amérique centrale et du Sud, dont	4,3	2%	10,7	4%	6,3
centres financiers offshore	2,7	1%	8,9	3%	6,2
4. Asie, Afrique, Océanie, dont	3,3	1%	12,0	5%	8,7
Japon	0,9	0%	6,3	2%	5,3
Ensemble des pays	266,0	100%	266,0	100%	0,0

Effectifs (à fin 2006) répartis selon le pays d'origine de l'investisseur immédiat et de l'investisseur ultime en milliers d'unités

Tableau 5

	Répartition en fonction de l'investisseur immédiat		Répartition en fonction de l'investisseur ultime		Ecart
1. Europe	276,1	79%	246,6	70%	-29,5
UE, dont	275,1	78%	243,5	69%	-31,5
Allemagne	87,0	25%	85,5	24%	-1,5
France	36,7	10%	44,8	13%	8,2
Luxembourg	16,7	5%	4,3	1%	-12,3
Pays-Bas	51,0	15%	19,3	6%	-31,7
Autriche	12,4	4%	9,6	3%	-2,9
Royaume-Uni	20,4	6%	36,0	10%	15,6
2. Amérique du Nord, dont	58,2	17%	80,4	23%	22,2
Etats-Unis	54,8	16%	76,0	22%	21,2
3. Amérique centrale et du Sud, dont	8,8	3%	9,1	3%	0,3
centres financiers offshore	8,7	2%	8,8	3%	0,2
4. Asie, Afrique, Océanie, dont	7,8	2%	14,8	4%	6,9
Japon	2,6	1%	4,3	1%	1,7
Ensemble des pays	350,9	100%	350,9	100%	0,0

Modifications par rapport à l'année précédente**Enquête auprès des entreprises de la Principauté de Liechtenstein**

Dans la statistique des investissements directs, la Principauté de Liechtenstein est considérée comme faisant partie du territoire suisse. Jusqu'à ce jour, les relations d'investissements directs des sociétés ayant leur siège dans la Principauté de Liechtenstein n'étaient concernées par ladite statistique que si leurs maisons-mères avaient leurs sièges en Suisse. En effet, les investissements directs des sociétés dont le siège se trouve dans la Principauté de Liechtenstein ne faisaient pas l'objet de l'enquête. Compte tenu de l'extension de l'enquête sur les investissements directs aux entreprises de la Principauté de Liechtenstein, cette lacune a pu être comblée.

Adaptation de la répartition par branches à la NOGA 2002

La répartition par branches a été adaptée à la classification selon la NOGA 2002 (Nomenclature générale des activités économiques). La nouvelle répartition est applicable à compter de 2004. Jusqu'en 2003, la répartition par branches repose sur l'ancienne Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE). Dans le cadre de la présente publication, les branches ont été regroupées. Si leurs désignations ne changent pas, leur composition, en revanche, a subi certaines modifications. Les définitions des groupes de branches conformément à la NOGA 2002 figurent à la page 18.

Définition

Celui qui effectue un investissement direct veut influencer directement et durablement sur l'activité d'une entreprise à l'étranger. Habituellement, il y a investissement direct à l'étranger quand un investisseur participe à hauteur d'au moins 10% au capital (avec droit de vote) d'une entreprise sise à l'étranger ou fonde une filiale ou une succursale à l'étranger. La statistique suisse des investissements directs repose sur les directives du FMI (Manuel de la balance des paiements, 5^e édition) et de l'OCDE (Définition de référence de l'OCDE pour les investissements directs internationaux, 3^e édition).

Enquêtes

La Banque nationale suisse recueille chaque année et chaque trimestre des données sur les participations transfrontières, en d'autres termes sur les investissements directs suisses à l'étranger et sur les investissements directs étrangers en Suisse. Ces enquêtes portent sur la situation en fin d'année et de trimestre. Environ 1100 entreprises ou groupes établis en Suisse et dans la Principauté de Liechtenstein participent à l'enquête annuelle. Des données sont recueillies auprès des entreprises dont les stocks d'investissements directs dépassent 10 millions de francs.

Objet des enquêtes

L'enquête annuelle porte sur les stocks d'investissements directs (participations aux fonds propres et crédits au sein de groupes), sur les flux financiers enregistrés au cours de l'année en rapport avec les participations aux fonds propres (fondations, acquisitions, ventes, augmentations de capital, etc.) et les crédits au sein de groupes ainsi que sur les bénéfices réinvestis. Ceux-ci représentent la part du résultat d'exploitation qui n'est pas distribuée. Ils permettent à l'investisseur direct de renforcer sa position sans avoir à exporter, au sens strict, des capitaux. En outre, des données sont demandées aux entreprises sur leurs effectifs en Suisse ainsi que dans les filiales et succursales à l'étranger. Les données sur les effectifs employés en Suisse dans les filiales qui sont en mains étrangères, mais n'entrent pas dans les enquêtes de la BNS sur les investissements directs, proviennent de l'Office fédéral de la statistique (OFS).

Les données sur les revenus transférés proviennent de l'enquête trimestrielle sur les investissements directs. Elles tiennent compte non seulement des revenus transférés qui sont tirés des capitaux d'investissements directs à l'étranger (dividendes), mais aussi du solde des intérêts dans les crédits au sein de groupes. Les contributions versées par des investisseurs directs en vue d'assainissements ainsi que les impôts à la source non récupérables sont portés en déduction.

Evaluation des stocks d'investissements directs en fin d'année

Les montants en fin d'année reposent sur des valeurs comptables. Ces valeurs sont en général inférieures aux valeurs marchandes.

Rapport entre la variation des stocks d'investissements directs et les flux de capitaux

Bien que les flux de capitaux se répercutent sur les stocks d'investissements directs, on ne peut, à partir d'une variation des stocks, tirer des conclusions immédiates en ce qui concerne les flux de capitaux et inversement. Les variations des stocks proviennent aussi de facteurs qui n'apparaissent pas dans les flux de capitaux. Ainsi, les stocks peuvent varier à cause de l'évolution des cours de change, d'une modification dans la méthode comptable (adaptation aux normes comptables internationales, par exemple), etc. Lors d'une acquisition, le goodwill (différence entre le prix d'achat et la valeur comptable de l'entreprise) conduit à des flux de capitaux qui peuvent être supérieurs à l'augmentation des stocks d'investissements. D'un autre côté, les acquisitions qui sont financées à l'étranger ne donnent pas lieu à des sorties de capitaux. Des écarts peuvent découler de la prise en compte, dans la statistique, d'entreprises nouvelles (extension du cercle des entreprises appelées à fournir des données) si celles-ci avaient déjà procédé à des investissements directs. Dans un tel cas, la statistique n'indique aucun flux expliquant l'accroissement des stocks d'investissements.

Effectifs

Sont considérées comme faisant partie du personnel toutes les personnes travaillant au moins 6 heures par semaine, y compris les apprentis, les auxiliaires et les personnes du service externe. Les données proviennent de la BNS et de l'OFS. Dans les enquêtes de la BNS, les effectifs sont recensés dans

toutes les participations, qu'elles soient majoritaires ou minoritaires. Ils sont indiqués au prorata de la part du capital qui est détenue par l'investisseur direct. En revanche, les données recueillies par l'OFS portent sur la totalité des effectifs dans les entreprises qui sont majoritairement en mains d'investisseurs étrangers; elles ne sont donc pas établies en fonction de la part du capital qui est détenue par l'investisseur étranger.

Répartition géographique

Dans les investissements directs suisses à l'étranger, on indique autant que possible le pays de l'investisseur *ultime* (ultimate beneficial owner). Dans la pratique toutefois, ce principe ne peut être suivi dans chaque cas. Les investissements directs étrangers en Suisse sont publiés selon une répartition faite en fonction du pays de l'investisseur *immédiat*. En outre, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse et les effectifs dans les entreprises étrangères en Suisse sont répartis également selon le pays de l'investisseur *ultime*.

Répartition par branches

La répartition par branches est faite selon l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Depuis 2004, elle se base sur la NOGA 2002 (Nomenclature générale des activités économiques). Elle reposait avant cette date sur l'ancienne Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE). Dans le cadre de la présente publication, les branches ont été regroupées. Les définitions de ces groupes de branches figurent à la page 18.

Fondements juridiques

Les enquêtes sur les investissements directs reposent sur la loi du 3 octobre 2003 sur la Banque nationale suisse (loi sur la Banque nationale) et sur l'ordonnance du 18 mars 2004 relative à la loi sur la Banque nationale. En vertu de l'annexe à l'ordonnance relative à la loi sur la Banque nationale, les personnes morales et les sociétés sont tenues de fournir des données si leurs investissements directs à l'étranger dépassent 10 millions de francs au moment de l'enquête et si des investisseurs directs étrangers détiennent plus de 10 millions dans leur capital.

Définition des groupes de branches¹

Textile et habillement	17: Industrie textile; 18: Industrie de l'habillement; 19: Industrie du cuir et d'articles en cuir
Chimie et plastique	23: Cokéfaction; raffinage de pétrole; traitement de combustibles nucléaires; 24: Industrie chimique; 25: Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques
Métallurgie et machines	27: Métallurgie; 28: Travail des métaux; 29: Fabrication de machines et d'équipements; 30: Fabrication de machines de bureau, d'appareils pour le traitement des données et d'équipements informatiques; 34: Industrie automobile; 35: Fabrication d'autres moyens de transport
Electronique, énergie, optique et horlogerie	31: Fabrication d'appareils électriques pour la production, la distribution de l'électricité et d'autres activités similaires; 32: Fabrication d'équipements de radio, de télévision et de communication; 33: Fabrication d'instruments médicaux et d'instruments de précision et d'optique; horlogerie; 40: Production et distribution d'électricité, de combustibles gazeux et de chaleur; 41: Captage, traitement et distribution d'eau
Autres industries et construction	01: Agriculture et chasse; 02: Sylviculture; 05: Pêche et aquaculture; 10: Extraction de houille, de lignite et de tourbe; 11: Extraction d'hydrocarbures et services annexes; 12: Extraction de minerais d'uranium et de thorium; 13: Extraction de minerais métalliques; 14: Extraction de la pierre et de la terre, autres industries extractives; 15: Industries alimentaires et industries des boissons; 16: Industrie du tabac; 20: Travail du bois et fabrication d'articles en bois, en liège, vannerie et sparterie (sans la fabrication de meubles); 21: Industrie du papier, du carton et de leurs dérivés; 22: Edition, impression, reproduction d'enregistrements sonores, vidéo et informatiques; 26: Fabrication de verre et d'articles en verre, en céramique, transformation de la pierre et de la terre; 36: Fabrication de meubles, de bijoux, d'instruments de musique, d'articles de sport, de jeux, de jouets et d'autres produits; 37: Récupération; 45: Construction
Commerce	50: Commerce, entretien et réparation de véhicules automobiles; stations-service; 51: Intermédiaires du commerce et commerce de gros (sans le commerce de véhicules automobiles); 52: Commerce de détail (sans le commerce de véhicules automobiles et les stations-service); réparation d'articles personnels et domestiques
Sociétés financières et holdings	65.2: Autres intermédiations financières (y compris 74.15 Activités de gestion de holdings); 67: Activités auxiliaires liées à l'intermédiation financière et aux assurances
Banques	65: Intermédiation financière (établissements soumis à la loi sur les banques)
Assurances	66: Assurances (sans la sécurité sociale obligatoire)
Transports et communications	60: Transports terrestres; transports par conduites; 61: Transports par eau; 62: Transports aériens; 63: Services auxiliaires des transports; agences de voyage; 64: Postes et télécommunications
Autres services	55: Hôtellerie et restauration; 70: Activités immobilières; 71: Location de machines et équipements sans opérateur; 72: Activités informatiques; 73: Recherche et développement; 74: Services aux entreprises (sans 74.15 Activités de gestion de holdings); 75: Administration publique, défense; sécurité sociale obligatoire; 80: Education et enseignement; 85: Santé, affaires vétérinaires et action sociale; 90: Collecte et traitement des eaux usées et des déchets et autres services d'assainissement; 91: Représentation d'intérêts ainsi qu'associations religieuses et diverses (sans l'action sociale, la culture et le sport); 92: Activités culturelles, sportives et récréatives; 93: Autres services; 95: Ménages avec personnel domestique; 99: Organisations et organismes extraterritoriaux

¹ La définition des branches correspond à la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA) 2002 de l'Office fédéral de la statistique.

Définition des pays et des régions¹

Définition des pays	
France	Y compris la Guyane française, la Guadeloupe, la Martinique, Mayotte, Monaco, la Réunion ainsi que Saint-Pierre-et-Miquelon.
Portugal	Y compris les Açores et Madère.
Espagne	Y compris Ceuta, Melilla, les îles Baléares et les îles Canaries.
Royaume-Uni	Englobe l'Angleterre, l'Écosse, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord.
Norvège	Y compris Svålbard et Jan Mayen.
Etats-Unis	Y compris Porto Rico et Navassa.
Nouvelle-Zélande	Y compris les îles Chatham, Kermadec, Three Kings, Auckland, Campbell, Antipodes ainsi que Bounty et Snares, sans la dépendance de Ross (Antarctique).
Malaisie	Malaisie péninsulaire et Malaisie orientale (Sarawak, Sabah et Labuan).
Taiwan	Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu.
Inde	Y compris les îles Laquedives, l'île Minicoy, les îles Amindivi, Andaman et Nicobar.
Indonésie	Y compris le Timor-Leste jusqu'en 2003.
Émirats arabes unis	Abou Dabî, Doubaï, Chârdja, Adjmân, Omm al Qaïwaïn, Ras al Khaïmah et Foudjaïrah.
Maroc	Y compris le Sahara occidental.
Définition des régions	
UE	UE à 15 pays jusqu'en 2003 et à 25 pays à partir de 2004. Comprend, en plus des pays indiqués individuellement, Malte, la Slovaquie et Chypre depuis 2004.
Reste de l'Europe	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Albanie, Andorre, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, îles Féroé, Islande, Macédoine, Moldavie, Saint-Marin, Serbie et Monténégro ainsi que Saint-Siège (Vatican). Jusqu'en 2003, y compris États baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovaquie, République tchèque, Hongrie et Chypre, mais sans le Liechtenstein qui est rattaché à la Suisse pour ce qui concerne les statistiques.
Centres financiers offshore d'Europe	Gibraltar, Guernesey, Jersey et l'île de Man.
Amérique du Nord	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux, le Groenland.
Asie	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Afghanistan, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bhoutan, Brunei, Territoires palestiniens occupés, Géorgie, Irak, Iran, Yémen, Jordanie, Cambodge, Kazakhstan, Qatar, Kirghizistan, République populaire démocratique de Corée, Koweït, Laos, Liban, Macao, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Oman, Syrie, Tadjikistan, Timor-Leste, Turkménistan et Ouzbékistan.
Amérique centrale et du Sud	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Aruba, Cuba, République Dominicaine, îles Falkland, Guyana, Honduras, Haïti, Nicaragua, Paraguay, Suriname, El Salvador ainsi que Trinité-et-Tobago.
Centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud	Îles Vierges des États-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.
Afrique	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Algérie, Angola, Guinée équatoriale, Éthiopie, Bénin, Botswana, Territoire britannique de l'océan Indien, Burkina Faso, Burundi, Djibouti, Érythrée, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, République démocratique du Congo, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Rwanda, Zambie, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Zimbabwe, Somalie, Sainte-Hélène, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Togo, Tchad, Ouganda et République centrafricaine.
Océanie (et régions polaires)	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Antarctique, Samoa américaines, île Bouvet, îles Cocos (Keeling), îles Cook, île Christmas, Fidji, États fédérés de Micronésie, Géorgie du Sud et îles Sandwich du Sud, Guam, îles Heard et McDonald, Kiribati, îles Marshall, îles Mariannes du Nord, Nouvelle-Calédonie, île Norfolk, Nauru, Niué, Polynésie française, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pitcairn, Palaos, îles Salomon, Terres australes françaises, Tokelau, Tonga, Tuvalu, îles mineures éloignées des États-Unis, Vanuatu, Wallis et Futuna ainsi que Samoa.

¹ La définition des pays et des régions correspond à la Géonomenclature d'Eurostat.

Tableaux

Page

Investissements directs suisses à l'étranger		
A2	1.1	Répartition par pays des exportations de capitaux
A4	1.2	Répartition par pays de l'état à la fin de l'année
A6	1.3	Répartition par pays des effectifs à la fin de l'année
A8	1.4	Exportations de capitaux, par branches et par secteurs
A9	1.5	Etat à la fin de l'année, par branches et par secteurs
A10	1.6	Effectifs à la fin de l'année, par branches et par secteurs
A11	1.7	Revenus de capitaux, par branches et par secteurs
A12	1.8	Exportations de capitaux selon le type de capital et par groupes de pays
Investissements directs étrangers en Suisse		
A14	2.1	Répartition par pays des importations de capitaux
A15	2.2	Répartition par pays de l'état à la fin de l'année
A16	2.3	Répartition par pays des effectifs à la fin de l'année
A19	2.4	Importations de capitaux, par branches et par secteurs
A19	2.5	Etat à la fin de l'année, par branches et par secteurs
A20	2.6	Effectifs à la fin de l'année, par branches et par secteurs
A22	2.7	Revenus de capitaux, par branches et par secteurs
A22	2.8	Importations de capitaux selon le type de capital et par groupes de pays
A24		Autres publications de la BNS contenant des données sur les investissements directs

Explication des signes

. Donnée non connue, confidentielle, non pertinente, plus demandée ou aucun établissement déclarant (donnée manquante).

Différences dans les totaux

Les différences dans les totaux et les soldes viennent du fait que les chiffres ont été arrondis.

Pratique en matière de révision des données

Chaque année, les données font l'objet d'une révision, en décembre, à l'occasion de la publication du rapport sur l'évolution des investissements directs. En outre, les données sur les flux d'investissements directs et les revenus tirés des investissements directs sont révisées en août lors de la parution du rapport sur la balance des paiements. Le rapport publié en décembre sur les investissements directs contient les données provisoires pour l'année examinée, mais aussi les données révisées pour les années précédentes. Ces révisions tiennent compte des données parvenues ultérieurement. Si les nouvelles informations portent sur une période antérieure, elles entraînent une révision des données pour cette période. Les modifications d'ordre méthodologique, les changements apportés dans les classifications et le recours à de nouvelles sources, y compris pour une période antérieure, sont précisés dans la partie «Commentaires» du rapport sur les investissements directs.

Investissements directs suisses à l'étranger
Répartition par pays des exportations de capitaux^{1,2,3} en millions de francs

Tableau 1.1

	2002	2003	2004	2005	2006
1. Europe	10 274	9 437	14 550	24 649	30 812
UE⁴, dont	7 841	6 524	14 911	20 963	28 646
Etats baltes ^{5,6}	.	.	-14	79	75
Belgique	2 036	2 634	786	-2 981	-339
Danemark	69	485	220	-416	583
Allemagne	247	304	98	8 259	8 787
Finlande	-8	16	405	-14	401
France	985	-1 873	3 197	1 909	2 106
Grèce	241	369	108	282	530
Irlande	175	33	-511	1 493	9 333
Italie	773	-1 877	154	900	1 604
Luxembourg	-2 557	4 352	-302	-3 266	7 777
Pays-Bas	1 505	583	3 785	8 877	-13 579
Autriche	455	595	627	605	1 729
Pologne ⁶	.	.	340	465	471
Portugal	75	-266	45	-21	1 854
Suède	3 002	401	737	-2 020	-673
Slovaquie ⁶	.	.	93	31	89
Espagne	480	27	471	2 699	1 093
République tchèque ⁶	.	.	366	822	-266
Hongrie ⁶	.	.	-65	564	273
Royaume-Uni	363	741	4 597	2 639	6 764
Reste de l'Europe⁷, dont	2 433	2 912	-361	3 687	2 166
Etats baltes ^{5,8}	79	7	.	.	.
Bulgarie	1	37	29	78	57
Croatie	7	64	50	51	69
Norvège	.	.	-1 975	261	268
Pologne ⁸	-152	117	.	.	.
Roumanie	-45	86	108	154	330
Fédération de Russie	148	-21	294	887	1 332
Slovaquie ⁸	52	-4	.	.	.
République tchèque ⁸	55	-496	.	.	.
Turquie	249	51	213	722	42
Ukraine	39	69	180	192	685
Hongrie ⁸	28	132	.	.	.
Centres financiers offshore ⁹	-246	2 855	661	1 212	-762
2. Amérique du Nord	3 642	6 769	8 878	22 832	23 262
Canada	307	353	3 141	6 077	1 945
Etats-Unis	3 336	6 416	5 737	16 755	21 317
3. Amérique centrale et du Sud, dont	-1 162	3 753	3 281	7 465	21 251
Argentine	-542	345	62	407	8
Bolivie	8	10	3	8	1
Brésil	-615	163	444	662	3 749
Chili	-8	-14	31	96	153
Costa Rica	17	85	38	476	646

	2002	2003	2004	2005	2006
Equateur	42	14	15	50	-38
Guatemala	-8	13	1	0	14
Colombie	-214	-19	12	119	-103
Mexique	184	-61	155	107	741
Pérou	-42	-61	100	-34	-26
Uruguay	152	33	80	135	132
Venezuela	-239	178	97	90	182
Centres financiers offshore ¹⁰	-440	3 943	2 081	3 369	16 207
4. Asie, dont	86	128	5 180	6 457	10 319
Bangladesh	0	0	19	-3	13
Chine (Rép. pop.)	-64	-188	196	829	900
Hong Kong	-363	101	-144	607	1 154
Inde	76	140	164	248	364
Indonésie	37	-32	2	108	23
Israël	-23	44	47	80	157
Japon	-481	-165	1 045	113	646
Corée (Sud)	26	6	22	670	493
Malaisie	-34	209	-3	-76	109
Pakistan	18	21	220	183	296
Philippines	-272	-62	-212	775	584
Arabie saoudite	7	-18	-19	108	69
Singapour	1 050	-202	3 687	2 162	4 434
Sri Lanka	-2	-14	6	10	6
Taiwan	31	45	55	189	156
Thaïlande	167	180	124	285	509
Emirats arabes unis	-52	-22	4	-47	176
Vietnam	-40	25	8	-22	48
5. Afrique, dont	-489	-248	-372	1 731	797
Egypte	48	31	28	276	160
Côte d'Ivoire	-93	4	-16	-2	71
Kenya	-1	-2	11	13	21
Maroc	26	34	6	59	32
Nigéria	1	26	3	-6	20
Afrique du Sud	-238	-243	-72	1 095	427
Tunisie	-10	-9	4	6	1
6. Océanie, dont	433	957	1 150	949	1 144
Australie	437	992	1 138	869	1 078
Nouvelle-Zélande	-7	-54	9	58	38
Ensemble des pays	12 785	20 795	32 666	64 084	87 586

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

² Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

³ En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ UE à 15 jusqu'en 2003 et à 25 depuis 2004.

⁵ Estonie, Lettonie et Lituanie.

⁶ Jusqu'en 2003, inclus dans «Reste de l'Europe».

⁷ Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre.

⁸ Pays membres de l'UE depuis 2004.

⁹ Gibraltar, Guernesey, Jersey et l'île de Man.

¹⁰ Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos.

Investissements directs suisses à l'étranger
Répartition par pays de l'état à la fin de l'année^{1,2} en millions de francs

Tableau 1.2

	2002	2003	2004	2005	2006	Part en %
1. Europe	211 236	218 498	233 967	283 976	298 168	47,2
UE³, dont	178 143	181 082	200 961	245 987	261 419	41,4
Etats baltes ^{4,5}	.	.	109	206	253	0,0
Belgique	11 843	13 732	14 886	11 320	9 266	1,5
Danemark	1 419	1 216	1 646	1 396	2 144	0,3
Allemagne	27 669	26 366	24 388	38 545	42 725	6,8
Finlande	2 015	1 783	2 003	2 260	2 382	0,4
France	20 155	20 273	22 553	26 430	30 655	4,8
Grèce	1 753	2 069	1 967	2 298	2 791	0,4
Irlande	6 418	6 674	6 005	9 601	8 621	1,4
Italie	10 039	8 855	10 388	12 305	13 984	2,2
Luxembourg	18 109	20 859	22 284	19 020	25 158	4,0
Pays-Bas	19 958	18 183	20 416	35 436	26 227	4,1
Autriche	4 658	5 653	5 295	5 301	7 769	1,2
Pologne ⁵	.	.	2 581	3 262	3 975	0,6
Portugal	2 032	1 700	2 080	2 195	4 665	0,7
Suède	4 861	2 917	1 780	1 762	1 780	0,3
Slovaquie ⁵	.	.	300	373	548	0,1
Espagne	7 771	8 824	8 201	11 641	12 327	1,9
République tchèque ⁵	.	.	2 094	2 927	2 745	0,4
Hongrie ⁵	.	.	1 058	2 027	2 037	0,3
Royaume-Uni	39 444	41 977	49 207	55 784	58 313	9,2
Reste de l'Europe⁶, dont	33 093	37 416	33 006	37 989	36 750	5,8
Etats baltes ^{4,7}	127	150	.	.	.	
Bulgarie	44	89	121	186	357	0,1
Croatie	157	208	228	437	457	0,1
Norvège	.	.	1 806	2 221	2 307	0,4
Pologne ⁷	2 296	1 964	.	.	.	
Roumanie	273	351	410	850	1 307	0,2
Fédération de Russie	1 294	1 607	2 194	3 479	5 155	0,8
Slovaquie ⁷	180	172	.	.	.	
République tchèque ⁷	2 011	1 564	.	.	.	
Turquie	1 042	1 129	1 401	2 093	2 107	0,3
Ukraine	168	242	420	613	1 234	0,2
Hongrie ⁷	660	790	.	.	.	
Centres financiers offshore ⁸	19 020	23 737	26 023	27 474	22 979	3,6
2. Amérique du Nord	82 108	83 334	84 438	123 715	149 923	23,7
Canada	2 848	2 952	1 026	9 459	17 483	2,8
Etats-Unis	79 260	80 382	83 412	114 256	132 440	20,9
3. Amérique centrale et du Sud, dont	65 777	74 188	87 359	94 745	113 334	17,9
Argentine	654	1 372	1 284	1 599	1 105	0,2
Bolivie	59	59	51	54	47	0,0
Brésil	3 717	3 858	4 288	6 711	10 142	1,6
Chili	436	579	805	1 169	1 171	0,2
Costa Rica	217	402	-70	629	815	0,1

	2002	2003	2004	2005	2006	Part en %
Equateur	453	405	355	435	350	0,1
Guatemala	133	152	144	181	156	0,0
Colombie	1 245	801	810	1 186	1 047	0,2
Mexique	4 198	3 836	3 206	3 359	4 765	0,8
Pérou	262	224	331	503	460	0,1
Uruguay	586	378	102	123	270	0,0
Venezuela	664	849	891	905	888	0,1
Centres financiers offshore ⁹	48 538	55 104	69 188	69 012	93 342	14,8
4. Asie, dont	37 080	32 374	35 462	45 037	53 274	8,4
Bangladesh	14	35	50	25	29	0,0
Chine (Rép. pop.)	1 911	2 404	2 723	3 514	3 879	0,6
Hong Kong	3 691	3 942	3 052	3 807	4 190	0,7
Inde	620	628	794	1 815	2 050	0,3
Indonésie	909	791	739	3 574	3 685	0,6
Israël	662	209	740	859	1 008	0,2
Japon	7 261	7 239	8 067	8 865	10 064	1,6
Corée (Sud)	1 414	1 532	1 576	2 227	2 632	0,4
Malaisie	1 163	1 347	1 338	1 495	1 595	0,3
Pakistan	260	296	567	685	955	0,2
Philippines	2 044	1 747	1 671	1 817	2 070	0,3
Arabie saoudite	188	243	212	158	292	0,0
Singapour	14 410	9 045	11 147	12 882	16 755	2,7
Sri Lanka	10	-21	-16	-4	-10	-0,0
Taiwan	732	736	814	956	1 011	0,2
Thaïlande	955	1 088	1 045	1 010	1 375	0,2
Emirats arabes unis	421	626	526	566	658	0,1
Vietnam	47	86	-1	84	143	0,0
5. Afrique, dont	3 496	3 305	2 567	3 466	7 517	1,2
Egypte	413	338	351	516	510	0,1
Côte d'Ivoire	61	94	146	121	149	0,0
Kenya	58	96	105	126	146	0,0
Maroc	210	263	287	291	337	0,1
Nigéria	27	41	35	56	75	0,0
Afrique du Sud	1 252	1 156	1 387	1 814	4 956	0,8
Tunisie	24	20	29	36	28	0,0
6. Océanie, dont	5 531	10 545	9 514	11 632	9 964	1,6
Australie	5 264	10 307	9 300	11 214	9 511	1,5
Nouvelle-Zélande	228	38	10	179	202	0,0
Ensemble des pays	405 228	422 244	453 307	562 572	632 181	100,0

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

² En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

³ UE à 15 jusqu'en 2003 et à 25 depuis 2004.

⁴ Estonie, Lettonie et Lituanie.

⁵ Jusqu'en 2003, inclus dans «Reste de l'Europe».

⁶ Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre.

⁷ Pays membres de l'UE depuis 2004.

⁸ Gibraltar, Guernesey, Jersey et l'île de Man.

⁹ Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos.

Investissements directs suisses à l'étranger
Répartition par pays des effectifs à l'étranger^{1,2} à la fin de l'année

Tableau 1.3

	2002	2003	2004	2005	2006	Part en %
1. Europe	953 076	910 654	941 212	973 141	1088 677	49,9
UE³, dont	801 513	758 999	853 374	877 296	926 113	42,5
Etats baltes ^{4,5}	.	.	2 005	2 363	2 752	0,1
Belgique	23 538	22 853	23 304	23 322	26 190	1,2
Danemark	14 200	11 687	11 799	11 410	11 596	0,5
Allemagne	225 575	218 267	213 338	218 900	225 848	10,4
Finlande	15 891	12 001	12 493	11 264	15 227	0,7
France	149 648	158 648	158 121	162 670	170 691	7,8
Grèce	9 271	9 852	9 915	10 463	12 601	0,6
Irlande	5 359	5 158	7 478	7 699	8 587	0,4
Italie	63 895	62 295	67 730	65 484	69 219	3,2
Luxembourg	2 499	2 584	3 039	3 308	3 610	0,2
Pays-Bas	34 381	35 480	36 968	36 773	37 705	1,7
Autriche	34 716	34 454	37 243	38 245	40 049	1,8
Pologne ⁵	.	.	22 454	23 436	27 696	1,3
Portugal	9 860	9 447	9 743	9 691	10 389	0,5
Suède	27 086	21 305	21 320	20 932	22 596	1,0
Slovaquie ⁵	.	.	7 901	7 585	7 364	0,3
Espagne	59 500	49 183	51 913	54 466	57 746	2,6
République tchèque ⁵	.	.	24 662	26 952	27 778	1,3
Hongrie ⁵	.	.	20 817	25 303	27 568	1,3
Royaume-Uni	126 093	105 788	103 414	108 915	111 810	5,1
Reste de l'Europe⁶, dont	151 563	151 655	87 838	95 845	162 563	7,5
Etats baltes ^{4,7}	2 094	1 891	.	.	.	
Bulgarie	3 055	3 648	4 151	5 085	6 137	0,3
Croatie	3 035	3 343	3 541	3 817	3 874	0,2
Norvège	.	.	7 707	7 750	8 208	0,4
Pologne ⁷	21 209	20 946	.	.	.	
Roumanie	9 121	8 376	9 559	10 075	10 902	0,5
Fédération de Russie	37 616	41 182	41 130	46 068	97 652	4,5
Slovaquie ⁷	4 183	4 072	.	.	.	
République tchèque ⁷	20 390	20 886	.	.	.	
Turquie	9 791	8 930	8 461	9 758	11 216	0,5
Ukraine	5 510	6 713	8 144	8 125	18 702	0,9
Hongrie ⁷	12 882	12 158	.	.	.	
Centres financiers offshore ⁸	1 369	1 476	1 606	1 152	1 338	0,1
2. Amérique du Nord	335 872	327 624	314 666	338 068	350 770	16,1
Canada	29 656	30 818	28 981	29 943	32 249	1,5
Etats-Unis	306 217	296 806	285 685	308 125	318 521	14,6
3. Amérique centrale et du Sud, dont	160 243	180 203	197 750	210 457	219 963	10,1
Argentine	12 883	13 928	14 867	18 070	17 535	0,8
Bolivie	329	196	221	4 005	4 271	0,2
Brésil	70 698	87 062	91 486	91 541	92 716	4,3
Chili	8 800	13 420	14 372	15 898	16 575	0,8
Costa Rica	2 200	2 052	2 450	2 449	2 493	0,1

	2002	2003	2004	2005	2006	Part en %
Equateur	4 118	4 290	4 212	3 012	3 642	0,2
Guatemala	1 613	1 532	2 265	2 044	2 039	0,1
Colombie	7 661	7 799	7 969	9 529	10 816	0,5
Mexique	26 300	26 300	31 055	32 715	36 997	1,7
Pérou	4 680	4 821	5 481	5 526	5 885	0,3
Uruguay	872	557	713	830	982	0,0
Venezuela	8 111	8 045	8 945	9 356	10 625	0,5
Centres financiers offshore ⁹	6 666	6 212	7 143	7 665	7 402	0,3
4. Asie, dont	281 397	283 620	303 701	373 104	404 509	18,5
Bangladesh	1 381	1 769	1 733	1 921	1 863	0,1
Chine (Rép. pop.)	54 514	60 164	68 875	81 116	93 188	4,3
Hong Kong	16 553	16 770	16 155	17 455	19 356	0,9
Inde	20 979	21 481	22 584	26 611	41 215	1,9
Indonésie	13 444	12 884	12 955	59 587	46 023	2,1
Israël	5 179	4 955	5 457	5 311	5 664	0,3
Japon	35 734	35 134	39 170	40 546	44 378	2,0
Corée (Sud)	6 227	6 601	7 105	7 362	7 952	0,4
Malaisie	21 011	20 017	22 186	21 454	23 704	1,1
Pakistan	5 271	5 587	6 909	5 720	10 008	0,5
Philippines	13 297	12 204	12 723	14 082	15 318	0,7
Arabie saoudite	3 751	3 584	3 485	3 590	3 715	0,2
Singapour	21 018	16 679	16 813	18 243	20 264	0,9
Sri Lanka	2 390	1 701	1 667	1 756	1 507	0,1
Taiwan	10 197	11 070	10 497	10 874	11 174	0,5
Thaïlande	36 137	36 499	37 974	39 358	39 567	1,8
Emirats arabes unis	1 885	2 576	2 566	3 262	3 146	0,1
Vietnam	6 159	7 408	7 800	7 959	8 583	0,4
5. Afrique, dont	71 198	74 204	68 968	73 402	78 179	3,6
Egypte	8 027	7 762	8 570	9 416	9 308	0,4
Côte d'Ivoire	2 263	2 224	2 145	2 171	2 181	0,1
Kenya	1 092	1 193	1 245	1 480	1 552	0,1
Maroc	3 310	3 263	3 263	3 306	3 518	0,2
Nigéria	6 349	6 419	5 843	5 957	6 085	0,3
Afrique du Sud	25 909	28 074	29 069	29 626	32 231	1,5
Tunisie	1 801	1 865	2 395	2 596	2 722	0,1
6. Océanie, dont	30 887	32 633	36 040	35 962	39 427	1,8
Australie	26 470	28 213	31 412	30 912	33 814	1,5
Nouvelle-Zélande	3 706	3 630	3 791	4 050	4 316	0,2
Ensemble des pays	1 832 673	1 808 938	1 862 338	2 004 133	2 181 524	100,0

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

² En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

³ UE à 15 jusqu'en 2003 et à 25 depuis 2004.

⁴ Estonie, Lettonie et Lituanie.

⁵ Jusqu'en 2003, inclus dans «Reste de l'Europe».

⁶ Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre.

⁷ Pays membres de l'UE depuis 2004.

⁸ Gibraltar, Guernesey, Jersey et l'île de Man.

⁹ Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

Investissements directs suisses à l'étranger
Exportations de capitaux, par branches et par secteurs^{1,2,3} en millions de francs

Tableau 1.4

	2002	2003	2004	2005	2006
Industrie	12 502	6 425	21 619	27 745	49 033
Textile et habillement ⁴	157	813	-56	-1 683	2 485
Chimie et plastique	2 939	3 238	11 893	20 770	23 155
Métallurgie et machines	-343	1 433	2 052	798	3 277
Electronique, énergie, optique et horlogerie	681	-3 247	836	1 048	3 526
Autres industries et construction	9 067	4 189	6 894	6 812	16 589
Services	283	14 369	11 047	36 339	38 554
Commerce	388	- 617	1 387	8 260	-3 065
Sociétés financières et holdings	2 635	7 359	1 941	10 161	8 735
dont en mains suisses ⁵	-1 901	2 663	-241	1 809	3 483
dont en mains étrangères ⁶	4 536	4 696	2 182	8 353	5 252
Banques	437	6 176	3 225	8 383	21 907
Assurances	-573	1 414	3 815	5 893	8 937
Transports et communications	-1 383	-540	-47	1 317	1 325
Autres services	-1 220	576	726	2 325	716
Total	12 785	20 795	32 666	64 084	87 586
Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères⁶	8 249	16 098	30 484	55 731	82 334

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE) et, depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

³ En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁵ Sont réputées en mains suisses les entreprises dont le capital est en majorité en mains suisses.

⁶ Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains étrangères.

Investissements directs suisses à l'étranger

Tableau 1.5

Etat à la fin de l'année, par branches et par secteurs^{1,2} en millions de francs

	2002	2003	2004	2005	2006	Part en %
Industrie	135 837	142 867	160 441	202 748	255 842	40,5
Textile et habillement ³	1 404	9 443	9 525	7 631	15 917	2,5
Chimie et plastique	62 073	62 647	74 905	96 818	120 458	19,1
Métallurgie et machines	20 787	20 477	23 763	26 437	35 716	5,6
Electronique, énergie, optique et horlogerie	15 454	12 397	11 554	18 143	20 260	3,2
Autres industries et construction	36 119	37 903	40 695	53 719	63 490	10,0
Services	269 391	279 377	292 866	359 824	376 339	59,5
Commerce	12 690	10 819	16 203	24 924	21 963	3,5
Sociétés financières et holdings	111 813	115 140	118 036	153 867	150 001	23,7
dont en mains suisses ⁴	34 713	25 849	26 574	29 804	32 563	5,2
dont en mains étrangères ⁵	77 099	89 291	91 462	124 063	117 438	18,6
Banques	52 791	57 078	59 480	70 038	89 331	14,1
Assurances	78 754	82 826	86 585	95 902	96 794	15,3
Transports et communications	4 168	3 847	3 300	4 219	5 688	0,9
Autres services	9 176	9 669	9 263	10 874	12 563	2,0
Total	405 228	422 244	453 307	562 572	632 181	100,0
Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères⁵	328 129	332 954	361 845	438 509	514 743	81,4

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE) et, depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

³ En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ Sont réputées en mains suisses les entreprises dont le capital est en majorité en mains suisses.

⁵ Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains étrangères.

Investissements directs suisses à l'étranger
Effectifs à l'étranger à la fin de l'année, par branches et par secteurs^{1,2}

Tableau 1.6

	2002	2003	2004	2005	2006	Part en %
Industrie	1 044 942	1 046 638	1 036 510	1 085 528	1 166 094	53,5
Textile et habillement ³	50 745	93 098	83 651	88 282	93 214	4,3
Chimie et plastique	255 491	254 291	256 546	267 457	276 693	12,7
Métallurgie et machines	184 344	190 704	198 189	207 901	243 724	11,2
Electronique, énergie, optique et horlogerie	225 663	182 873	177 324	181 397	184 106	8,4
Autres industries et construction	328 700	325 672	320 801	340 491	368 357	16,9
Services	787 731	762 300	825 828	918 605	1 015 430	46,5
Commerce	110 468	118 004	149 130	165 209	182 958	8,4
Sociétés financières et holdings	323 831	315 086	360 560	413 492	453 426	20,8
dont en mains suisses ⁴	51 737	40 019	37 917	38 616	35 632	1,6
dont en mains étrangères ⁵	272 093	275 068	322 642	374 876	417 794	19,2
Banques	76 761	71 580	75 904	81 710	92 759	4,3
Assurances	113 724	89 951	85 283	83 725	85 402	3,9
Transports et communications	54 218	59 471	66 181	76 852	94 140	4,3
Autres services	108 729	108 208	88 770	97 618	106 746	4,9
Total	1 832 673	1 808 938	1 862 338	2 004 133	2 181 524	100,0
Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères⁵	1 560 580	1 533 870	1 539 696	1 629 257	1 763 730	80,8

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE) et, depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

³ En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ Sont réputées en mains suisses les entreprises dont le capital est en majorité en mains suisses.

⁵ Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains étrangères.

Investissements directs suisses à l'étranger

Tableau 1.7

Revenus de capitaux, par branches et par secteurs^{1,2,3,4} en millions de francs

	2002	2003	2004	2005	2006
Industrie	12 337	17 333	20 844	27 656	32 338
Textile et habillement ⁵	114	684	515	2 002	211
Chimie et plastique	3 015	9 165	9 939	13 700	15 507
Métallurgie et machines	1 394	1 366	3 190	2 885	2 974
Electronique, énergie, optique et horlogerie	3 793	-40	-3	716	2 659
Autres industries et construction	4 020	6 159	7 203	8 353	10 988
Services	7 581	26 244	28 101	48 867	36 427
Commerce	2 201	1 743	1 307	3 251	-67
Sociétés financières et holdings	11 258	13 524	14 396	29 569	6 738
dont en mains suisses ⁶	2 865	1 205	418	1 314	2 362
dont en mains étrangères ⁷	8 393	12 319	13 978	28 255	4 376
Banques	-5 021	3 581	6 637	8 021	17 031
Assurances	678	7 064	4 532	6 836	10 729
Transports et communications	-1 009	119	378	612	1 053
Autres services	-526	212	851	578	944
Total	19 917	43 577	48 945	76 523	68 765
Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères⁷	11 525	31 258	34 968	48 268	64 389

¹ Les revenus au titre des investissements directs sont constitués des dividendes (après déduction des contributions versées en vue d'assainissements et des impôts à la source non récupérables), du solde des intérêts dans les crédits au sein de groupes et des revenus réinvestis.

² La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE) et, depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

³ Le signe moins (-) indique une perte.

⁴ En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁵ En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁶ Sont réputées en mains suisses les entreprises dont le capital est en majorité en mains suisses.

⁷ Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains étrangères.

Investissements directs suisses à l'étranger

Tableau 1.8

Exportations de capitaux selon le type de capital et par groupes de pays^{1,2,3} en millions de francs

	2002	2003	2004	2005	2006
Capital social					
1. Europe	7 203	142	4 751	7 743	32 508
UE ⁴	5 625	-1 975	5 595	5 756	33 899
Reste de l'Europe ⁵	1 579	2 116	-844	1 988	-1 391
2. Amérique du Nord	14 284	7 811	5 710	9 755	6 339
3. Amérique centrale et du Sud, dont	2 546	-1 017	1 105	3 516	11 732
centres financiers offshore ⁶	2 303	-660	398	2 029	7 777
4. Asie	500	-1 462	52	554	3 593
5. Afrique	-11	-14	-37	235	112
6. Océanie	61	121	37	612	378
Ensemble des pays	24 584	5 581	11 617	22 415	54 661

	2002	2003	2004	2005	2006
Bénéfices réinvestis					
1. Europe	5 172	6 643	8 227	19 431	2 790
UE ⁴	4 864	7 089	7 247	16 759	631
Reste de l'Europe ⁵	308	-447	980	2 672	2 159
2. Amérique du Nord	-8 800	772	1 505	10 933	6 213
3. Amérique centrale et du Sud, dont	-4 495	4 497	4 747	5 589	10 555
centres financiers offshore ⁶	-3 932	3 861	4 100	4 275	7 929
4. Asie	-154	3 101	5 336	4 983	5 896
5. Afrique	-201	-34	39	336	595
6. Océanie	338	1 142	1 314	-255	156
Ensemble des pays	-8 140	16 121	21 168	41 017	26 205

	2002	2003	2004	2005	2006
Crédits					
1. Europe	-2 101	2 652	1 572	-2 525	-4 485
UE ⁴	-2 648	1 410	2 070	-1 552	-5 884
Reste de l'Europe ⁵	546	1 243	-498	-973	1 399
2. Amérique du Nord	-1 841	-1 813	1 663	2 144	10 710
3. Amérique centrale et du Sud, dont centres financiers offshore⁶	787	273	-2 572	-1 640	-1 036
	1 189	741	-2 418	-2 934	502
4. Asie	-261	-1 511	-207	920	831
5. Afrique	-277	-200	-374	1 161	90
6. Océanie	34	-307	-201	591	611
Ensemble des pays	-3 658	-906	-119	651	6 720

	2002	2003	2004	2005	2006
Total					
1. Europe	10 274	9 437	14 550	24 649	30 812
UE ⁴	7 841	6 524	14 911	20 963	28 646
Reste de l'Europe ⁵	2 433	2 912	-361	3 687	2 166
2. Amérique du Nord	3 642	6 769	8 878	22 832	23 262
3. Amérique centrale et du Sud, dont centres financiers offshore⁶	-1 162	3 753	3 281	7 465	21 251
	-440	3 943	2 081	3 369	16 207
4. Asie	86	128	5 180	6 457	10 319
5. Afrique	-489	-248	-372	1 731	797
6. Océanie	433	957	1 150	949	1 144
Ensemble des pays	12 785	20 795	32 666	64 084	87 586

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

² Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

³ En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ UE à 15 jusqu'en 2003 et à 25 depuis 2004.

⁵ Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre.

⁶ Îles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

Investissements directs étrangers en Suisse
Répartition par pays des importations de capitaux^{1,2,3} en millions de francs

Tableau 2.1

	2002	2003	2004	2005	2006
1. Europe	7 198	14 159	-3 924	22 771	28 600
UE⁴, dont	7 984	14 125	-4 034	22 803	28 506
Belgique	-266	4 807	320	-1 073	71
Danemark	-108	-33	314	1 037	922
Allemagne	-321	-21	-295	768	1 070
France	2 685	939	784	2 158	13 910
Italie	410	-96	-2 131	211	382
Luxembourg	314	314	574	-278	3 382
Pays-Bas	297	6 025	-2 437	9 102	7 954
Autriche	105	-9	735	9 826	2 391
Suède	189	244	-25	-913	-36
Espagne	34	29	122	500	34
Royaume-Uni	4 726	1 765	-1 874	1 370	-1 902
Reste de l'Europe⁵	-786	34	110	-31	95
2. Amérique du Nord	3 075	7 213	7 007	-25 557	3 959
Canada	193	290	111	-455	27
Etats-Unis	2 883	6 923	6 896	-25 103	3 932
3. Amérique centrale et du Sud, dont	24	932	-1 400	878	267
centres financiers offshore ⁶	35	941	-1 967	653	245
4. Asie, Afrique et Océanie, dont	-515	-79	-524	-14	119
Israël	-310	26	33	62	54
Japon	-291	-263	-229	-117	-90
Ensemble des pays	9 783	22 224	1 159	-1 922	32 945

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

² Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

³ En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ UE à 15 jusqu'en 2003 et à 25 depuis 2004.

⁵ Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre.

⁶ Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

Investissements directs étrangers en Suisse
Répartition par pays de l'état à la fin de l'année^{1,2} en millions de francs

Tableau 2.2

	2002	2003	2004	2005	2006	Part en %
1. Europe	100 540	114 210	130 179	158 521	196 540	73,9
UE³, dont	99 741	112 304	128 057	155 519	193 283	72,7
Belgique	663	5 535	5 899	5 230	5 303	2,0
Danemark	5 285	5 854	9 416	8 776	9 602	3,6
Allemagne	15 696	16 327	18 225	20 961	22 831	8,6
France	14 145	13 797	16 305	18 135	30 345	11,4
Italie	6 514	6 391	4 340	4 510	4 898	1,8
Luxembourg	10 912	9 214	9 650	11 806	17 318	6,5
Pays-Bas	35 752	41 840	46 902	55 976	65 981	24,8
Autriche	859	891	2 311	12 696	17 588	6,6
Suède	1 204	1 514	2 821	2 184	1 765	0,7
Espagne	586	630	856	1 268	1 315	0,5
Royaume-Uni	7 820	9 755	10 703	13 310	15 213	5,7
Reste de l'Europe⁴	798	1 906	2 122	3 002	3 257	1,2
2. Amérique du Nord	67 538	81 931	89 585	59 646	61 867	23,3
Canada	1 813	1 758	1 457	1 188	1 197	0,4
Etats-Unis	65 725	80 173	88 128	58 458	60 670	22,8
3. Amérique centrale et du Sud, dont	1 865	1 953	1 515	3 458	4 340	1,6
centres financiers offshore ⁵	1 561	1 649	70	1 784	2 735	1,0
4. Asie, Afrique et Océanie, dont	3 137	2 572	2 404	2 904	3 299	1,2
Israël	469	487	516	617	665	0,2
Japon	1 346	1 102	1 081	1 019	940	0,4
Ensemble des pays	173 080	200 666	223 682	224 529	266 045	100,0

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

² En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

³ UE à 15 jusqu'en 2003 et à 25 depuis 2004.

⁴ Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre.

⁵ Îles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

Investissements directs étrangers en Suisse
Répartition par pays des effectifs en Suisse à la fin de l'année¹

Tableau 2.3

	2002	2003	2004	2005	2006
Entreprises entrant dans la statistique des investissements directs²					
1. Europe	110 431	124 517	153 155	167 039	177 310
UE³, dont	110 059	124 032	152 494	166 409	176 650
Belgique	1 464	2 141	2 988	1 745	2 301
Danemark	5 989	6 092	12 712	13 492	14 404
Allemagne	33 409	35 249	46 094	48 695	46 657
France	7 724	8 600	12 999	14 443	21 043
Italie	2 725	4 225	4 656	6 154	6 736
Luxembourg	15 944	15 464	13 802	7 791	13 136
Pays-Bas	30 305	37 797	40 894	43 950	43 797
Autriche	1 775	1 558	2 757	6 384	7 244
Suède	2 503	2 811	4 678	3 952	4 018
Espagne	546	541	723	3 580	3 550
Royaume-Uni	5 614	7 483	7 905	14 425	11 315
Reste de l'Europe⁴	373	486	661	630	660
2. Amérique du Nord	31 231	30 505	32 590	29 270	29 501
Canada	3 366	3 482	3 237	2 384	2 360
Etats-Unis	27 865	27 023	29 353	26 886	27 141
3. Amérique centrale et du Sud, dont centres financiers offshore⁵	1 029	1 339	1 680	1 313	1 514
	963	1 259	1 541	1 159	1 351
4. Asie, Afrique et Océanie, dont	1 149	1 468	1 162	2 017	3 104
Israël	244	248	257	291	287
Japon	164	124	110	305	303
Ensemble des pays	143 840	157 829	188 587	199 639	211 430

Entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs⁶

1. Europe	.	109 499	92 067	88 700	98 793
UE³, dont	.	109 166	91 799	88 365	98 413
Belgique	.	1 796	2 627	2 422	2 200
Danemark	.	7 421	1 483	1 529	1 620
Allemagne	.	43 442	34 508	35 740	40 338
France	.	17 407	14 538	13 014	15 630
Italie	.	4 038	3 836	3 574	3 821
Luxembourg	.	3 136	3 617	3 032	3 538
Pays-Bas	.	8 216	7 195	6 130	7 187
Autriche	.	3 453	4 486	4 400	5 186
Suède	.	5 329	6 056	5 657	6 165
Espagne	.	369	686	1 437	1 078
Royaume-Uni	.	11 697	10 085	8 581	9 082
Reste de l'Europe⁴	.	333	268	335	380
2. Amérique du Nord	.	26 606	25 461	25 454	28 655
Canada	.	604	849	711	1 038
Etats-Unis	.	26 002	24 612	24 743	27 617
3. Amérique centrale et du Sud, dont	.	3 598	2 709	5 460	7 328
centres financiers offshore ⁵	.	3 595	2 699	5 450	7 300
4. Asie, Afrique et Océanie, dont	.	3 644	5 026	4 780	4 717
Israël	.	144	209	156	176
Japon	.	1 897	2 181	2 264	2 329
Ensemble des pays	.	143 347	125 263	124 394	139 493

Investissements directs étrangers en Suisse
Répartition par pays des effectifs en Suisse à la fin de l'année¹

Tableau 2.3 (suite)

	2002	2003	2004	2005	2006	Part en %
Ensemble des entreprises						
1. Europe	.	234 016	245 222	255 739	276 103	78,7
UE³, dont	.	233 198	244 293	254 774	275 063	78,4
Belgique	.	3 937	5 615	4 167	4 501	1,3
Danemark	.	13 513	14 195	15 021	16 024	4,6
Allemagne	.	78 691	80 602	84 435	86 995	24,8
France	.	26 007	27 537	27 457	36 673	10,5
Italie	.	8 263	8 492	9 728	10 557	3,0
Luxembourg	.	18 600	17 419	10 823	16 674	4,8
Pays-Bas	.	46 013	48 089	50 080	50 984	14,5
Autriche	.	5 011	7 243	10 784	12 430	3,5
Suède	.	8 140	10 734	9 609	10 183	2,9
Espagne	.	910	1 409	5 017	4 628	1,3
Royaume-Uni	.	19 180	17 990	23 006	20 397	5,8
Reste de l'Europe⁴	.	819	929	965	1 040	0,3
2. Amérique du Nord	.	57 111	58 051	54 724	58 156	16,6
Canada	.	4 086	4 086	3 095	3 398	1,0
Etats-Unis	.	53 025	53 965	51 629	54 758	15,6
3. Amérique centrale et du Sud, dont	.	4 937	4 389	6 773	8 842	2,5
centres financiers offshore ⁵	.	4 854	4 240	6 609	8 651	2,5
4. Asie, Afrique et Océanie, dont	.	5 112	6 188	6 797	7 821	2,2
Israël	.	392	466	447	463	0,1
Japon	.	2 021	2 291	2 569	2 632	0,8
Ensemble des pays	.	301 176	313 850	324 033	350 923	100,0

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

² En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

³ UE à 15 jusqu'en 2003 et à 25 depuis 2004.

⁴ Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre.

⁵ Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

⁶ Source: Office fédéral de la statistique (OFS).

Investissements directs étrangers en Suisse

Tableau 2.4

Importations de capitaux, par branches et par secteurs^{1,2,3} en millions de francs

	2002	2003	2004	2005	2006
Industrie	672	6 650	2 981	978	6 421
Chimie et plastique	205	2 522	2 545	955	4 725
Métallurgie et machines	165	1 797	423	-122	483
Electronique, énergie, optique et horlogerie	264	1 953	286	-192	1 476
Autres industries et construction	38	378	-273	337	-263
Services	9 111	15 575	-1 822	-2 900	26 524
Commerce	1 624	4 409	1 773	926	979
Sociétés financières et holdings	8 090	9 012	-4 531	-7 996	13 252
Banques	502	733	198	1 261	1 552
Assurances	-1 461	467	-106	309	13 370
Transports et communications	-57	807	-280	1 870	-2 065
Autres services	413	146	1 125	730	-563
Total	9 783	22 224	1 159	-1 922	32 945

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE) et, depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

³ En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

Investissements directs étrangers en Suisse

Tableau 2.5

Etat à la fin de l'année, par branches et par secteurs^{1,2} en millions de francs

	2002	2003	2004	2005	2006	Part en %
Industrie	27 271	36 519	37 299	37 395	47 721	17,9
Chimie et plastique	10 925	15 432	17 457	17 084	22 947	8,6
Métallurgie et machines	3 721	4 928	5 555	6 121	6 841	2,6
Electronique, énergie, optique et horlogerie	8 135	10 078	9 086	8 643	12 467	4,7
Autres industries et construction	4 490	6 082	5 201	5 547	5 466	2,1
Services	145 809	164 147	186 383	187 134	218 325	82,1
Commerce	19 495	21 340	31 197	33 515	35 073	13,2
Sociétés financières et holdings	89 960	102 345	110 280	103 894	120 570	45,3
Banques	24 541	26 536	27 287	29 687	32 059	12,1
Assurances	3 498	4 022	5 405	5 786	16 684	6,3
Transports et communications	4 526	5 822	5 801	7 166	7 247	2,7
Autres services	3 790	4 082	6 413	7 087	6 691	2,5
Total	173 080	200 666	223 682	224 529	266 045	100,0

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE) et, depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

Investissements directs étrangers en Suisse
Effectifs en Suisse à la fin de l'année, par branches et par secteurs¹

Tableau 2.6

	2002	2003	2004	2005	2006
Entreprises entrant dans la statistique des investissements directs²					
Industrie	57 867	65 017	77 196	77 003	80 041
Chimie et plastique	10 509	11 180	16 082	16 215	17 875
Métallurgie et machines	12 022	18 996	22 009	21 061	22 231
Electronique, énergie, optique et horlogerie	19 213	18 899	22 717	23 178	23 044
Autres industries et construction	16 123	15 943	16 389	16 550	16 891
Services	85 972	92 812	111 391	122 635	131 389
Commerce	20 270	26 436	37 744	40 722	40 612
Sociétés financières et holdings	10 375	11 282	11 286	10 251	10 852
Banques	17 098	16 891	17 671	18 318	19 333
Assurances	7 454	5 071	4 346	4 210	10 675
Transports et communications	15 986	17 730	15 137	21 442	20 960
Autres services	14 789	15 402	25 207	27 694	28 957
Total	143 840	157 829	188 587	199 639	211 430

	2002	2003	2004	2005	2006
Entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs³					
Industrie	.	54 008	46 385	45 841	48 754
Chimie et plastique	.	6 936	6 262	5 707	6 559
Métallurgie et machines	.	16 208	16 067	16 280	16 373
Electronique, énergie, optique et horlogerie	.	17 507	11 188	11 199	13 115
Autres industries et construction	.	13 357	12 868	12 655	12 707
Services	.	89 339	78 878	78 553	90 739
Commerce	.	35 671	34 471	33 768	38 744
Sociétés financières et holdings	.	4 972	4 471	4 402	4 638
Banques	.	568	385	428	499
Assurances	.	1 068	1 021	1 019	1 268
Transports et communications	.	8 213	7 688	7 230	7 738
Autres services	.	38 847	30 842	31 706	37 852
Total	.	143 347	125 263	124 394	139 493

	2002	2003	2004	2005	2006	Part en %
Ensemble des entreprises						
Industrie	.	119 025	123 581	122 844	128 795	36,7
Chimie et plastique	.	18 116	22 344	21 922	24 434	7,0
Métallurgie et machines	.	35 204	38 076	37 341	38 604	11,0
Electronique, énergie, optique et horlogerie	.	36 406	33 905	34 377	36 159	10,3
Autres industries et construction	.	29 300	29 257	29 205	29 598	8,4
Services	.	182 151	190 269	201 188	222 128	63,3
Commerce	.	62 107	72 215	74 490	79 356	22,6
Sociétés financières et holdings	.	16 254	15 757	14 653	15 490	4,4
Banques	.	17 459	18 056	18 746	19 832	5,7
Assurances	.	6 139	5 367	5 229	11 943	3,4
Transports et communications	.	25 943	22 825	28 672	28 698	8,2
Autres services	.	54 249	56 049	59 400	66 809	19,0
Total	.	301 176	313 850	324 033	350 923	100,0

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE) et, depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

³ Source: Office fédéral de la statistique (OFS).

Investissements directs étrangers en Suisse
Revenus de capitaux, par branches et par secteurs^{1,2,3,4} en millions de francs

Tableau 2.7

	2002	2003	2004	2005	2006
Industrie	1 665	3 000	3 874	5 521	6 196
Chimie et plastique	485	575	2 395	4 364	3 616
Métallurgie et machines	296	1 413	671	602	1 113
Electronique, énergie, optique et horlogerie	634	560	677	-238	1 058
Autres industries et construction	251	452	130	793	409
Services	7 968	11 450	15 653	30 586	23 291
Commerce	356	959	3 338	5 334	4 656
Sociétés financières et holdings	7 240	8 166	9 169	22 606	13 902
Banques	1 538	1 601	2 136	1 653	2 352
Assurances	-1 116	288	-61	435	1 146
Transports et communications	-348	387	673	100	870
Autres services	299	50	397	457	366
Total	9 634	14 451	19 526	36 107	29 487

- 1 Les revenus au titre des investissements directs sont constitués des dividendes (après déduction des contributions versées en vue d'assainissements et des impôts à la source non récupérables), du solde des intérêts dans les crédits au sein de groupes et des revenus réinvestis.
2 La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE) et, depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.
3 Le signe moins (-) indique une perte.
4 En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

Investissements directs étrangers en Suisse
Importations de capitaux selon le type de capital et par groupes de pays^{1,2,3} en millions de francs

Tableau 2.8

	2002	2003	2004	2005	2006
Capital social					
1. Europe	5 108	8 912	-4 212	31 408	13 309
UE ⁴	4 955	8 910	-4 135	32 696	13 424
Reste de l'Europe ⁵	154	2	-77	-1 288	-115
2. Amérique du Nord	-533	1 975	1 414	-31 161	896
3. Amérique centrale et du Sud	-55	799	76	-759	-125
4. Asie, Afrique et Océanie	-568	-23	-475	14	0
Ensemble des pays	3 952	11 663	-3 197	-499	14 081

	2002	2003	2004	2005	2006
Bénéfices réinvestis					
1. Europe	-1 501	615	3 835	-9 136	12 510
UE ⁴	-483	569	3 629	-9 443	12 315
Reste de l'Europe ⁵	-1 018	46	206	307	196
2. Amérique du Nord	3 770	3 146	4 383	6 227	2 758
3. Amérique centrale et du Sud	90	63	140	82	324
4. Asie, Afrique et Océanie	34	-29	38	-5	112
Ensemble des pays	2 393	3 795	8 396	-2 833	15 704

	2002	2003	2004	2005	2006
Crédits					
1. Europe	3 592	4 632	-3 547	500	2 781
UE ⁴	3 513	4 646	-3 528	-450	2 767
Reste de l'Europe ⁵	78	-14	-19	950	13
2. Amérique du Nord	-162	2 093	1 210	-623	305
3. Amérique centrale et du Sud	-10	69	-1 615	1 556	68
4. Asie, Afrique et Océanie	19	-28	-87	-23	6
Ensemble des pays	3 438	6 766	-4 039	1 410	3 160

	2002	2003	2004	2005	2006
Total					
1. Europe	7 198	14 159	-3 924	22 771	28 600
UE ⁴	7 984	14 125	-4 034	22 803	28 506
Reste de l'Europe ⁵	-786	34	110	-31	95
2. Amérique du Nord	3 075	7 213	7 007	-25 557	3 959
3. Amérique centrale et du Sud	24	932	-1 400	878	267
4. Asie, Afrique et Océanie	-515	-79	-524	-14	119
Ensemble des pays	9 783	22 224	1 159	-1 922	32 945

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

² Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

³ En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ UE à 15 jusqu'en 2003 et à 25 depuis 2004.

⁵ Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre.

Autres publications de la BNS contenant des données sur les investissements directs

Trois autres publications de la BNS contiennent des données sur les investissements directs. Elles peuvent être consultées, en format PDF, sur le site Internet de la BNS (www.snb.ch), sous la rubrique *Publications*.

Estimations trimestrielles de la balance des paiements

Des données sur les flux d'investissements directs, avec ventilation par branches, sont disponibles trois mois après la fin de chaque trimestre.

Balance suisse des paiements

La Balance suisse des paiements paraît en septembre. Des données récentes sur les flux d'investissements directs, avec ventilation par branches et par pays, y sont publiées sur une base annualisée.

Bulletin mensuel de statistiques économiques (version Internet), tableaux Q3, R et S

La version Internet du Bulletin mensuel de statistiques économiques contient les données les plus récentes sur les investissements directs, avec ventilation par pays et par branches. De plus, des séries chronologiques portant sur une longue période y sont disponibles.

Renseignements:

bop@snb.ch

